

Déplacement du Politique dans la Pensée Postmoderne

Policy shift in postmodern thought

Maître /chercheur -(Canada)-
ali.kaidi@yahoo.fr

Résumé

Afin de situer la contribution des postmodernes à la pensée politique contemporaine, nous estimons qu'il est légitime d'abord de définir en quoi consiste les changements qui ont bouleversé la société et la pensée modernes et de quelle façon ils ont provoqué un décentrement du politique et l'émergence d'une nouvelle façon de penser le politique que nous pouvons qualifier de postmoderne. À cet effet, l'article aborde le sujet à partir des contributions de trois auteurs que nous estimons différents par leur façon de penser le politique, mais complémentaires par le sens qu'ils accordent à penser le politique autrement.

Nous commençons notre analyse par l'idée du passage des grands récits aux micro-récits que Jean François Lyotard a développée dans *Le postmoderne expliqué aux enfants* et *La condition postmoderne*. Dans cette partie du travail, nous associons cette idée de Lyotard à l'idée de la chose politique et de l'hyperréalité de Thomas Séguin pour montrer sa portée politique. Ensuite, nous analyserons l'idée des relations du pouvoir chez Michel Foucault comme il l'a développée dans deux textes, *L'ordre du discours*, « Deux essais sur le sujet et le pouvoir ». Notre objectif dans cet article est de démontrer que leurs approches témoignent qu'au niveau de la réflexion politique, un déplacement s'est opéré et que la pensée politique n'est plus aujourd'hui prisonnière des frontières que la pensée moderne a déterminées; d'autres sujets et d'autres réalités sont apparus; ils méritent aussi d'être traités avec de nouveaux outils d'analyse et de nouveaux concepts.

Mots clés : *Le politique, État moderne, modernité, postmoderne, discours, récit, micro-récit, grand récit, métarécits, hyperréalité, hyperpolitique.*

Abstract

To put the contribution of the post moderns to the contemporary political thought, we think it is legitimate to, first, define what all the changes that disrupted society and modern thinking are about, and how they have caused a shift of the political and the emergence of a new way of thinking the political that we can call postmodern.

For this purpose, the paper addresses the topic from the contributions of three authors that we feel different in their ways of thinking the political, but complementary in the sense they give the political thinking otherwise.

We begin our analysis with the idea of the passage from the great stories to the micro-narratives that Jean Francois Lyotard has developed in the *postmodern explained to the children*, and the *postmodern condition*. In this part of the work, we combine this idea of Lyotard to the idea of the political thing and hyperreality of Thomas Seguin to show its political outreach. Then we analyze the idea of the power relationships in Foucault as he developed by him in two texts, *the order of discourse*, "Two Essays on the Subject and Power."

Our goal in this article is to show that their approaches witness that at the level of political thinking, a shift has taken place and that political thinking today is no longer a prisoner of borders that have been defined by modern thought; other subjects and other realities have emerged; they also deserve to be treated with new analytical tools and new concepts.

Key words: *Policy, Modern State, Modernity, Postmodern, Speech, Narrative, Micro-narrative, Great Narrative, Metanarratives, Hyperreality, Hyperpolicy.*

Introduction

Beaucoup d'observateurs ont constaté l'apparition de certaines transformations dans la société contemporaine impliquant des changements sur le plan individuel, collectif, organisationnel, ainsi que sur le plan de la pensée. Il est clair que «quelque chose de nouveau est en train de se passer sous nos yeux»⁽¹⁾ comme Jean-François Petit l'a signalé. Les changements les plus repérables, à ses yeux, sont: «l'allongement contenu de la durée de vie, l'obsession du temps, l'individualisme grandissant, la toute-puissance des techniques...»⁽²⁾. Thomas Séguin juge ces bouleversements d'imprévisibles, il pense que «nous vivons dans un monde où la rapidité des évolutions est sans précédent»⁽³⁾.

En plus de cela, nous ne pouvons pas ignorer que sur le plan institutionnel, l'État dans sa forme moderne est critiqué; car il n'est plus perçu comme le seul modèle étatique de l'organisation politique possible. En fait, l'État moderne, comme J. Chevalier le souligne, «est entré dans une phase nouvelle d'une histoire tourmentée»⁽⁴⁾.

Toutefois, il ne faut pas négliger que ces bouleversements imposent des réalités débordant les institutions et les cadres d'organisation de l'État moderne. En fait, comme Jean-François Petit le précise «ces changements rapides semblent affecter aussi bien le rapport aux autres que le rapport à soi»⁽⁵⁾.

Par ailleurs, sur le plan théorique, il y a lieu de constater que ces nouvelles réalités sont insaisissables par la pensée moderne et surtout elles sont imprévisibles; car elles ne correspondent pas à ses catégories d'analyse. En effet, J. Chevalier a soulevé cette question en affirmant que «les schémas de la pensée traditionnelle ne suffisent plus : il faut s'efforcer de construire d'autres outils, de forger d'autres grilles d'analyse»⁽⁶⁾.

Ainsi, afin de situer la contribution des postmodernes à la pensée politique contemporaine, nous estimons qu'il est légitime d'abord de définir en quoi consiste les changements qui ont bouleversé la société et la pensée moderne et de quelle façon ils ont provoqué un décentrement du politique et l'émergence d'une nouvelle façon de penser le politique que nous pouvons qualifier de postmoderne.

À cet effet, nous avons choisi d'étudier les contributions de trois auteurs que nous estimons différents par leur façon de penser le politique, mais complémentaires par le sens qu'ils accordent à penser le politique autrement.

Notre objectif dans cet article est de démontrer que leurs approches témoignent qu'au niveau de la réflexion politique un déplacement s'est opéré et que la pensée politique n'est plus aujourd'hui prisonnière des frontières que la pensée moderne a déterminées; d'autres sujets et d'autres réalités sont apparus qui méritent à leur part d'être traités avec de nouveaux outils d'analyse et de nouveaux concepts.

Nous commençons notre analyse par l'idée du passage des grands récits aux micro-récits que Jean François Lyotard a développée dans *Le postmoderne expliqué aux enfants* et *La condition postmoderne*. Dans cette partie du travail, nous associons cette idée de Lyotard à l'idée de la chose politique et de l'hyperréalité de Thomas Séguin pour montrer sa portée politique. Ensuite, nous analyserons l'idée des relations du pouvoir chez Michel Foucault comme il l'a développée dans deux textes, *L'ordre du discours*, «Deux essais sur le sujet et le pouvoir».

1. Des grands récits aux micro-récits

Les limites de la politique ne sont pas épargnées par la pensée postmoderne. C'est dans ce sens que Thomas Seguin parle de la faillite du politique⁽⁷⁾. Pour lui «la condition postmoderne est pleine du constat de

fragmentation politique, c'est-à-dire de la perte de fil de l'histoire»⁽⁸⁾. Cette fragmentation s'exprime d'une part, par l'effondrement de ce que F. Lyotard appelle les grands récits de la modernité qui se sont imposés comme des mythes, mais pas comme les autres, en fait ils sont un petit peu particuliers; car à la différence des vrais mythes, précise-t-il, ils ne cherchent pas leur légitimité «dans un acte originel fondateur, mais dans un futur à faire advenir, c'est-à-dire dans une idée à réaliser»⁽⁹⁾. De l'autre part, cet effondrement s'exprime à travers la multiplicité des micro-récits. Mais, il y a lieu de signaler à cet égard que cette fragmentation n'engendre pas un non-sens; en fait, elle rend possible l'émergence d'autres sens; «car le postmoderne, comme Thomas Séguin le souligne, est un dispositif culturel qui ne fait pas de cette fragmentation une perte, mais la possibilité d'un enrichissement du sens»⁽¹⁰⁾.

Ils s'est produit donc au sein de la société contemporaine un passage de la pensée de l'ère des grands récits aux micro-récits et par conséquent à la multiplicité des récits. C'est dans ce sens que Thomas Séguin parle d'une construction d'un récit sur la société propre à la pensée politique postmoderne⁽¹¹⁾. Ce récit, à ses yeux, doit prendre en considération ce qu'il appelle «la multiplication des appartenances identitaires»⁽¹²⁾ que le déclin des grands récits cohérents, c'est-à-dire les métarécits, a engendrés et cela, selon lui, doit se faire par la prise en compte de la culture dans l'analyse politique⁽¹³⁾. Une chose que la pensée moderne a refusé de voir à cause de sa visée universaliste. Car le culturel par définition est un élément qui renvoie au local.

Ce passage aux micro-récits s'est effectué parce qu'il y a eu un «désenchantement du monde» comme Marcel Gauchet le qualifie. Non seulement la modernité n'a pas réalisé ses idéaux et ses objectifs, en fait les choses sont plus graves que cela, elle a engendré le contraire de ce qu'elle a promis. En effet, c'est dans cette perspective que F. Lyotard a formé une critique acerbe à l'encontre des deux plus grands récits de la modernité en l'occurrence le libéralisme et le marxisme; pour lui «ni le libéralisme, économique ou politique, ni les divers marxismes ne sortent de ces

deux siècles sanglants sans encourir l'accusation de crime contre l'humanité»⁽¹⁴⁾. Ainsi, le pouvoir politique n'a pas échappé au problème de légitimation, ses grands récits de légitimation sont mis en question par la pensée postmoderne.

Cependant, F. Lyotard estime que le projet de modernité est liquidé et détruit⁽¹⁵⁾. Il pense que la modernité ne souffre pas du fait qu'elle est un projet inachevé comme Habermas le croit et par conséquent un projet que nous pouvons relancer à tout moment. Au contraire, selon F. Lyotard, sa destruction est une réalité irrémédiable. En fait, il est clair pour lui, des faits historiques se sont produits au sein de la modernité attestant et symbolisant cette réalité. Il cite à ce propos trois événements qu'il juge importants. Le premier est Auschwitz; ce crime contre l'humanité que les nazis ont perpétré contre les juifs pendant la Deuxième Guerre mondiale représente, selon lui «l'inachèvement tragique de la modernité»⁽¹⁶⁾. Le second est les conséquences de la technoscience capitaliste. Pour F. Lyotard, le triomphe de cette dernière n'a pas servi les autres projets universels chers à la modernité comme la liberté, le progrès et l'égalité; car «la maîtrise du sujet sur l'objet obtenu par les sciences et les technologies contemporaines ne s'accompagne ni de plus de liberté, ni de plus d'éducation publique, ni de plus de richesse mieux distribuée»⁽¹⁷⁾, mais c'est bien le contraire qui s'est produit; nous assistons en fait à «une autre manière de détruire le projet moderne en ayant l'air de le réaliser»⁽¹⁸⁾.

En outre, le pire dans tout cela, grâce à la victoire de la technoscience capitaliste, est que la réussite s'est imposée comme un critère de jugement⁽¹⁹⁾ incontournable. Or, si nous regardons de près ce critère nous constaterons certainement, selon F. Lyotard, qu'il est vague et imprécis et que nous ne savons même pas ce que c'est, ni pourquoi nous devons le valoriser⁽²⁰⁾. La réussite en tant que critère de jugement, est non seulement vague et n'aide pas la modernité à réaliser ces autres projets universels, mais elle produit aussi le contraire des idéaux de la modernité, en fait, «elle accélère le processus de délégitimation»⁽²¹⁾.

À vrai dire, si l'on pense bien à tous ces manquements

et ces ratages de la modernité, nous constaterons qu'il ne reste pas grand-chose du projet moderne. Si on le vide de l'aspiration à la liberté, à l'égalité et à la prospérité que l'idée du progrès englobe, que restet-il au bout du compte de la modernité? Évidemment, rien.

Le paradoxe dans tout cela est que ce processus de délégitimation dont F.Lyotard parle n'est pas étranger à la modernité, au contraire, il pense qu'il en fait partie⁽²²⁾; seulement, à cause de la domination des grands récits, il n'a pas eu l'occasion de se mettre en valeur. Toutefois, même si les grands récits de la modernité, comme Lyotard le souligne, ne sont plus crédibles⁽²³⁾, cela, à son avis, n'a pas empêché les petits récits racontant la vie quotidienne de continuer à exister loin de la domination de leur logique et de leur visée universaliste. En fait, ces petits récits ont réussi à échapper à la crise de délégitimation dont souffrent les grands récits; et cela est dû, d'une part, au fait qu'ils ont «une sorte de souveraineté»⁽²⁴⁾, c'est-à-dire qu'ils sont autonomes, et de l'autre au fait qu'ils n'ont pas de valeurs de légitimation⁽²⁵⁾, autrement dit, il n'ont pas cette tendance à l'universalité caractérisant les grands récits.

Comme la société contemporaine patauge en pleine contingence, il est clair que le dogme de la certitude et du déterminisme inhérent à la pensée moderne n'explique plus sa complexité, il est plutôt une chimère plus qu'une réalité attestée. En fait, nous sommes loin du déterminisme que Spinoza a exprimé dans *Éthique* en disant « il n'est rien donné de contingent dans la nature, mais tout y est déterminé par la nécessité de la nature divine à exister et à produire quelque effet d'une certaine manière »⁽²⁶⁾. En effet, de nouveaux problèmes sont apparus avec des réalités qui échappent aux logiques de la pensée moderne, le savoir tel que F.Lyotard le conçoit a «un caractère éphémère et fragmentaire, voire localisé»⁽²⁷⁾ comme Sylvie Goupil le souligne.

Cependant, pour comprendre ce changement, il faut savoir que dans l'épistémologie qui constitue la pensée moderne lorsque ces caractères s'associent à une connaissance, ils la mettent forcément dans un rang inférieur par rapport à la connaissance dite

rationnelle et scientifique, autrement dit à la vraie connaissance, la connaissance légitime dirait Lyotard. Ce genre de connaissance chez Spinoza, par exemple, est considérée comme étant une connaissance ne dépassant pas le rang du premier genre qu'il a qualifiée d'opinion ou d'imagination⁽²⁸⁾. Car pour ce philosophe de la modernité, la vraie connaissance commence avec la connaissance du deuxième genre et elle finit avec ce qu'il a appelé science intuitive⁽²⁹⁾. Ainsi, comme il le précise, « qu'à la connaissance du premier genre appartiennent toutes les idées qui sont inadéquates et confuses »⁽³⁰⁾.

Nous pouvons dire qu'avec la postmodernité, les connaissances que le rationalisme moderne a marginalisées et méprisées deviennent intéressantes et légitimes. Bref, nous pouvons dire, comme Yves Boisvert le souligne, que «le monde postmoderne doit relever le défi de la fin de l'eschatologie historico-déterministe moderne»⁽³¹⁾.

C'est dans cette perspective que Thomas Séguin parle de déracinement des sociétés de leur passé, de l'effacement de l'historicité et de l'attachement au temps présent comme des réalités nouvelles qui créent «des besoins de cohérence, de compréhension, d'identité ou d'appartenance»⁽³²⁾. Cependant, le problème est que le politique, dans un horizon postmoderne, n'arrive pas à répondre traditionnellement à ces besoins grandissants⁽³³⁾. En fait, le politique trouve, selon Thomas Séguin, des difficultés à relever le défi identitaire et remplir sa fonction imaginaire. Pour cet auteur, il est clair que le politique est incapable de ramasser la pluralité dans un récit cohérent, un métarécit dirait Lyotard, reflétant des identités particulières⁽³⁴⁾. Nous sommes à l'ère des micro-récits qui s'intéressent au contingent et au local.

Cependant, afin de remplir cette fonction imaginaire, le politique recourt à des moyens que Thomas Séguin qualifie d'apolitiques. Car pour lui le politique a démontré son incapacité à contenir le social; et cela, sans doute est-il engendré par le fait que le social est devenu plus large que le politique, et dans cette situation «l'identité de la société, celle de la communauté politique, éclate et se parsème dans une

multiplicité d'images médiatiques ou de séquences communicationnelles»⁽³⁵⁾. En fait, Thomas Séguin croit pertinemment qu'il existe une hyperréalité sociale qui s'écrit «à plusieurs mains»⁽³⁶⁾ et qu'il faut prendre en considération et cela, à son avis, ne peut se faire que lorsque l'imagination sociale irrigue l'imagination politique⁽³⁷⁾, car sans cette approche, comme il le précise, «la question identitaire dans les sociétés postmodernes sera une question bien sombre qu'il n'y paraît de prime abord»⁽³⁸⁾.

De quelle façon le social irrigue-t-il le politique? Pour répondre à cette question, il faut comprendre tout d'abord que chez Thomas Séguin l'imaginaire politique est structuré par trois niveaux de la chose politique qu'il faut prendre en considération dans la réflexion politique. Ces trois niveaux fonctionnent comme des grilles de lecture. Il parle de l'infra-politique, du politique et de l'hyperpolitique. Le premier niveau est un niveau anthropologique exprimant la relation que la pensée politique a avec le passé qui hante et agit inconsciemment sur le présent et le futur de nos sociétés. En fait, l'infra-politique, comme Thomas Séguin le définit, «est lié au passé parce qu'il y est question de l'inconscience»⁽³⁹⁾. Il est clair pour cet auteur que la réflexion politique est appelée à prendre en compte ce niveau de la chose politique qui représente sa dimension anthropologique et d'essayer de comprendre à partir des traces que le passé laisse en nos actions et en nos connaissances⁽⁴⁰⁾. D'ailleurs, c'est à partir de l'importance qu'il a accordé à cette dimension qu'il a souligné l'utilité des mythes dans la réflexion politique et qu'il a reproché par la même occasion à la modernité de les avoir ignorés dans sa réflexion politique en les dissimulant «derrière l'objectivité de ces démarches»⁽⁴¹⁾; car pour lui une telle démarche écarte de la réflexion politique des éléments certes obscurs et irrationnels du point de vue moderne, mais essentiels pour comprendre ce que Thomas appelle «les interactions entre le politique et la société»⁽⁴²⁾.

Le deuxième niveau de la chose politique est le politique, il est moins intéressant que l'infra-politique parce qu'il représente le domaine le plus traité dans la pensée politique moderne, «celui de la politique

comme nous la connaissons»⁽⁴³⁾, c'est-à-dire comme domaine qui nous réfère à l'État en tant qu'instance jouissante du droit d'utiliser la violence pour gérer la chose publique. C'est pour cette raison qu'il ne lui a pas accordé une grande importance. En fait, ce domaine n'est pas intéressant parce qu'il n'exprime pas le décentrement dont est objet le politique dans la perspective postmoderne. En réalité, ce niveau de la chose politique représente le territoire par rapport auquel le décentrement du politique s'opère.

Enfin, le troisième niveau est l'hyperpolitique, ce concept, comme Thomas Séguin le souligne, renvoie à l'approche de Derrida sur le politique⁽⁴⁴⁾. L'importance de ce philosophe concernant la décentralisation du politique réside dans le fait qu'il nous invite à sortir de la logique de la pensée moderne qui enchaîne la réflexion politique aux institutions. Pour ce philosophe, nous pouvons chercher le politique au-delà de ce que le deuxième niveau de la chose politique propose, c'est-à-dire loin de la *realpolitik*⁽⁴⁵⁾. Au juste, l'hyperpolitique comme Thomas la définit, désigne un espace utopique, un espace qui permet aux hommes d'exprimer leurs souhaits et de se projeter dans un avenir imaginé loin du rationalisme des institutions modernes et du déterminisme de la pensée moderne. Pour Thomas Séguin «cette dimension hyperpolitique nous semble liée au futur, car elle cherche à imaginer les formes futures des institutions ou de l'humanité par ce qu'elle se projette dans cet «à venir», distinct du futur prévisible et programmé»⁽⁴⁶⁾.

Cette aspiration à un avenir meilleur que ce que les institutions entretiennent, dont Thomas Séguin fait référence avec son concept d'hyperpolitique, poussent les hommes à agir individuellement et collectivement et à s'organiser au sein de la société en dehors des institutions, des conventions, bref contre l'ordre établi. La plupart des mouvements sociaux et politiques qui dénoncent, par exemple, l'hégémonie de la mondialisation libérale s'inscrivent dans cette logique. Toutefois, si l'on se fie à la pensée politique moderne qui met le contrat social au cœur des institutions étatiques, ces mouvements sociaux et politiques qui rêvent et aspirent à un avenir meilleur seront forcément jugés comme des hors-la-loi, comme

des forces qui ne respectent pas les conventions, c'est-à-dire le fondement même de la vie, non seulement dans l'État, mais aussi dans la société. Car dans la pensée politique moderne, la continuité de la vie en société dans la paix est garantie par le pouvoir central qui assure le respect des conventions, donc par un pouvoir produit lui-même par des conventions. En fait, sans pouvoir central, sans le Léviathan, selon Hobbes, le philosophe de l'État moderne, les hommes vivront certainement dans «un état de guerre de tous contre tous».

Ainsi, tout ce qui se déroule en dehors du contrôle des institutions étatiques n'est pas considéré comme politique par conséquent légitime; d'ailleurs, c'est pour cette raison que la pensée moderne a négligé beaucoup de phénomènes de ce type dans sa réflexion politique. C'est dans ce sens que Thomas Séguin dit : «le pouvoir s'enracine dans les relations sociales et humaines, il n'est pas une entité distincte de ces relations, il provient d'elles»⁽⁴⁷⁾. Bref, à notre avis, cela montre clairement en quoi consiste le déplacement du politique dans le projet postmoderne.

2. Les relations de pouvoir chez Foucault

Dans la société contemporaine, le pouvoir politique connaît un décroissement et un éclatement qu'il faut prendre en considération dans l'analyse du politique. En fait, le pouvoir politique n'est pas concentré ni fixé dans les institutions politiques comme la conception de l'État moderne le laisse entendre; car celle-ci est fondée sur l'idée de la souveraineté absolue, autrement dit, d'une souveraineté qui tend à contrôler la société dans son entier.

Le pouvoir politique est fragmenté dans la société contemporaine, il n'est plus une compétence propre à un souverain agissant sur la société d'une manière consciente. En fait, le pouvoir politique se développe aussi en dehors des institutions politiques traditionnelles. C'est à cette dimension du pouvoir politique que les postmodernes prêtent une attention spéciale dans leurs analyses du pouvoir et des questions politiques. Ainsi, pour eux, ces dernières ne sont pas nécessairement une expression des rapports entre gouvernants et gouvernés; elles sont plus complexes

que cela, elles expriment des relations de pouvoir dépassant les questions juridiques et institutionnelles traditionnelles qui abordent la question de légitimité du pouvoir et la nature de l'État comme Foucault le précise⁽⁴⁸⁾.

Ces relations ne sont pas forcément et seulement verticales, c'est-à-dire des gouvernants vers des gouvernés, elles sont aussi horizontales, c'est-à-dire entre les individus et dans la société; en fait, elles expriment des relations de pouvoir disséminées dans la société et qui partent dans toutes les directions. C'est dans ce sens que Foucault parle de la nécessité d'élargir les dimensions de la définition du pouvoir au-delà des questions juridiques et institutionnelles, c'est seulement en faisant cela que le sujet, le thème général de ses recherches⁽⁴⁹⁾, sera abordé. Foucault exprime cette orientation en disant: «il était donc nécessaire d'élargir les dimensions d'une définition du pouvoir si on voulait utiliser cette définition pour étudier l'objectivation du sujet»⁽⁵⁰⁾.

Cependant pour Foucault, cette démarche est loin d'être une invitation à développer une nouvelle théorie du pouvoir comme est la tendance dans la pensée moderne; il pense que «toute théorie suppose une objectivation préalable»⁽⁵¹⁾. En fait, sa démarche est basée sur une analyse qui conceptualise les problèmes impliquant une pensée critique et une vérification constante⁽⁵²⁾. En réalité, ce positionnement méthodologique est une critique adressée à la pensée politique moderne qui invite le chercheur à se limiter dans ses études aux catégories et concepts conçus et organisés d'une façon rigoureuse et souvent loin de ce qui existe dans la réalité.

Il est clair pour Foucault qu'on doit, premièrement, se libérer méthodologiquement de la conceptualisation qui s'appuie sur ce qu'il appelle «une théorie de l'objet»⁽⁵³⁾. Car, selon ce philosophe, la validité d'une conceptualisation ne se réduit pas à l'objet; d'autres facteurs entrent en jeu qu'il faut prendre en considération dans ce processus. Il résume ses facteurs dans deux catégories. La première est «les conditions historiques qui motivent tel ou tel type de conceptualisation»⁽⁵⁴⁾, il faut connaître ces

conditions. La seconde, elle concerne «la situation dans laquelle nous vivons»⁽⁵⁵⁾, il est nécessaire d'avoir une conscience historique d'elle.

Deuxièmement, «il faut s'assurer du type de réalité auquel nous sommes confrontés»⁽⁵⁶⁾. Et cela se produit en s'intéressant aux faits banals; car dans ces faits on peut découvrir des indicateurs qui révèlent l'existence de certaines réalités avant leur émergence à la surface de l'histoire sous des formes plus importantes et surtout plus catastrophiques. Ainsi, Foucault nous suggère avec cette approche «une autre manière d'avancer vers une nouvelle économie des relations de pouvoir, qui soit à la fois plus empirique, plus directement reliée à notre situation présente, et qui implique davantage de rapports entre la théorie et la pratique»⁽⁵⁷⁾.

Afin de comprendre l'utilité de la micro-politique, Foucault nous fait savoir que la relation entre la rationalisation et l'excès du pouvoir politique était déjà évidente dans les faits banals; pour les voir, il ne fallait pas «attendre la bureaucratie ou le camp de concentration»⁽⁵⁸⁾ que la modernité a engendrés par la rationalisation de la société et de la culture. Or, ces faits banals ne sont pas saisissables par les outils méthodologiques de la pensée moderne puisque cette dernière impose une approche globale qui ne prête pas une grande attention aux détails qui constituent la vie humaine dans la société. C'est dans ce sens que Foucault refuse d'expliquer la rationalisation par les Lumières comme l'école de Francfort le fait⁽⁵⁹⁾, pour lui la question est plus complexe et profonde que cela. Il faut, à son avis, chercher les rapports entre la rationalisation et le pouvoir en tant que processus dans plusieurs domaines comme la folie, la maladie, la mort, le crime, la sexualité, etc.⁽⁶⁰⁾

En outre, Foucault pense que la réflexion politique traditionnelle a marginalisé l'existence des sujets étant donné qu'elle s'est focalisée sur la souveraineté, elle croit que celle-ci exerce un pouvoir absolu sur la société. Il estime qu'il est temps d'orienter la réflexion politique vers des réalités existantes en dehors du champ juridique de la souveraineté, en l'occurrence vers les individus qui subissent le pouvoir et l'exercent aussi. C'est à partir de cette perspective que Foucault

s'est intéressé aux mécanismes micro-politiques du pouvoir. Pour lui, les rapports de pouvoir n'existent pas seulement au sein des institutions, ils existent aussi du côté social.

Ainsi, pour étudier cette nouvelle situation du pouvoir politique, Foucault a choisi une approche inhabituelle, il a traité la question du pouvoir à partir du sujet, c'est-à-dire à partir des personnes qui le subissent. En clair, il suggère un nouveau mode d'investigation traitant des relations de pouvoir en mettant en évidence les formes de résistance et d'opposition aux différents types de pouvoir. Dans «Deux essais sur le sujet et le pouvoir» Foucault a parlé à ce sujet de cinq oppositions: «l'opposition au pouvoir des hommes sur les femmes, des parents sur leurs enfants, de la psychiatrie sur les malades mentaux, de la médecine sur la population, de l'administration sur la manière dont les gens vivent»⁽⁶¹⁾. Grâce à cette démarche, Foucault a explicité trois modes d'objectivation qui transforment les êtres humains en sujet: mode d'objectivation propre au statut de science, mode d'objectivation dans «les pratiques divisantes» et mode d'objectivation propre à la sexualité. Ces modes représentent des systèmes qui s'appuient sur des institutions, comme Foucault le précise dans L'ordre du discours⁽⁶²⁾.

Chaque mode représente un système. Le système de volonté de vérité correspond au mode d'objectivation concernant le statut de science, le système partage-rejet correspond au mode d'objectivation dans les pratiques divisantes et enfin le système d'interdiction et rejet correspond au mode d'objectivation concernant la sexualité⁽⁶³⁾ ainsi que la politique, comme Foucault le souligne dans L'ordre du discours⁽⁶⁴⁾. Cependant, il pense que le système le plus important sur lequel repose la modernité dans son ensemble est le système volonté de vérité; car celui-ci a la particularité de traverser les deux autres systèmes et par la même occasion, il exerce sur eux une pression et un pouvoir de contrainte⁽⁶⁵⁾.

Toutefois, Foucault nous invite à prendre en considération les rapports d'exploitation et de domination dans l'étude des rapports d'assujettissement; car pour lui ces derniers ne sont pas une simple conséquence des premiers, leurs relations sont plus complexes que nous

le croyons ; en fait, ces rapports, comme il le précise, «entretiennent des relations complexes et circulaires avec d'autres formes»⁽⁶⁶⁾.

Se contenter de l'interrogation sur le «comment» du pouvoir suppose que « le Pouvoir est quelque chose qui existe avec son origine d'une part, sa nature de l'autre, ses manifestations enfin »⁽⁶⁷⁾, c'est-à-dire le représenter comme une entité figée dans le temps et qui ne subit aucune variation. La vraie question, celle qui permet «une investigation critique dans la thématique du pouvoir»⁽⁶⁸⁾, selon Foucault, est celle qui s'interroge sur comment le pouvoir s'exerce sur les autres; car la relation du pouvoir, comme il la définit, implique que certains l'exercent sur les actions des autres et non pas sur eux-mêmes directement⁽⁶⁹⁾. Le pouvoir, comme il le souligne, existe nécessairement qu'en acte.

Nous pouvons dire qu'aborder le pouvoir, comme Foucault le suggère, à partir de l'analyse de ses relations, opère un déplacement critique que l'analyse du Pouvoir n'est pas en mesure d'effectuer. En effet, Foucault nous offre une autre définition du Pouvoir qui ne réduit pas celui-ci aux institutions étatiques. Au contraire, il pense que le Pouvoir est plus vaste que cela, il concerne la vie sociale en général. En fait, cela montre que la société est plus complexe que l'État et que les rapports du pouvoir ne sont pas forcément ceux des institutions. Il existe dans la société d'autres rapports de pouvoir qu'on ne peut pas analyser à partir des institutions, ce qui implique, à notre avis, la nécessité de développer une nouvelle approche du politique et par conséquent un décentrement du politique.

Conclusion

Dans l'ensemble, c'est dans cette perspective que la postmodernité critique la posture positiviste en sciences sociales et dans le but de comprendre les phénomènes sociaux, elle propose une alternative basée sur l'interprétation propre à l'herméneutique. En fait, elle impose, comme F.Loyotard le précise, un sévère réexamen, à la pensée des Lumières, à l'idée d'une fin d'histoire ainsi qu'à l'idée d'un sujet⁽⁷⁰⁾. La postmodernité se présente aussi comme une pensée qui remet en cause le modèle du progrès de la modernité

et son ethnocentrisme. Le postmodernisme montre, selon Thomas Seguin, que « l'érosion du principe de légitimité du savoir est fondamentalement l'érosion du récit moderne, une histoire universelle de l'humanité entendue comme progrès vers une fin, vers son propre accomplissement »⁽⁷¹⁾.

Bref, la postmodernité représente une nouvelle philosophie exprimant un changement touchant l'ensemble des activités humaines que Thomas Seguin décrit en disant : «c'est bien une nouvelle matrice qui émerge; nouvelle façon de voir le monde et de le construire, nouvelles modalités de se comprendre soi-même comme de se lier aux autres»⁽⁷²⁾.

Sans doute, un décentrement de la politique s'est produit dans la société contemporaine à cause de l'effritement culturel et des bouleversements sociaux qu'elle a subis; d'ailleurs, cela a permis l'émergence de nouvelles réalités en dehors des contours de l'État moderne. J. Chevalier décrit cette situation en disant: «il semble qu'on soit entré, dans un âge nouveau, dans lequel l'architecture sociale tout entière est en passe d'être redéfinie, au prix de fortes secousses, liées à la perte des repères, l'effritement des cadres hérités du passé, à l'ébranlement des certitudes»⁽⁷³⁾.

En se basant sur une comparaison entre pouvoir et puissance, M. Maffesoli a souligné ce décentrement en disant que «le champ du politique, c'est-à-dire de la structuration sociétale, n'est pas réductible au pouvoir»⁽⁷⁴⁾, pour lui, le champ du politique est plus vaste que cela.

Certainement, il y a un apport de la pensée postmoderne à l'étude des idées politiques qu'on ne peut pas ignorer. Cet apport réside essentiellement, selon Sylvie Goupil, dans le décentrement qu'elle fait subir aux idées politiques⁽⁷⁵⁾. En fait, les postmodernes secouent la pensée politique en introduisant du désordre et de la désorganisation⁽⁷⁶⁾. Ils ne traitent plus du politique directement, ils le font «soit en détournant le langage du politique, soit en contribuant à déconstruire ses paramètres habituels, notamment, par le choix des objets, souvent inusités, ainsi que du traitement, qui en sont faits»⁽⁷⁷⁾. C'est dans ce sens qu'elle nous parle de constellation «pour signifier la diversité de la pensée postmoderne»⁽⁷⁸⁾.

Toutefois, malgré cette diversité, nous ne pouvons pas ignorer l'existence d'une pensée politique, certes elle est hétérogène et multiple, mais dans son ensemble elle aspire à sortir des sentiers battus tracés au préalable par la pensée moderne. Sans doute, la pensée postmoderne construit-elle son propre sens à partir de ces changements qui s'opèrent dans la société et la culture occidentale.

Notes

1-Jean-François Petit, *Penser après les postmodernes*, Paris, Buchet/ Chastel, 2005, p.7.

2-Ibid.

3 Thomas Séguin, *La politique postmoderne, Généalogie du contemporain*, Paris, L'Harmattan, 2012, p.94

4-Jacques Chevallier, *L'État post-moderne*, Paris, L.G.D.J.,2004, p.11.

5-Jean-François Petit, op.cit., p.7

6- J. Chevallier, op.cit., p.11.

7 -Thomas Séguin, op.cit.,p.13.

8-Ibid.

9-F. Lyotard, *Le postmoderne expliqué aux enfants*, Paris, Galilée, 1988, p.36.

10- Thomas Seguin, *Le postmodernisme, Une utopie moderne*, L'Harmattan,2012, p.104

11-Tomas Seguin, *La politique postmoderne, Généalogie du contemporain*, p.93.

12-Ibid.,94.

13-Ibid.,p.93

14-F. Lyotard, op.cit.,p.116.

15- Ibid.p.36.

16-Ibid., p.36.

17-Ibid., pp.36,37.

18-Ibid.,p.36

19-Ibid.,p.37

20-Ibid.

21-Ibid.

22-Ibid.

23-ibid.,p.38.

24-Ibid.,pp.38,39.

25-Ibid.,p.39.

26-Spinoza, *Éthique*, Œuvres, III, traduction et notes par Charles Appuhn, Paris,GF Flammarion, 1965 Première partie, prop. XXIX, p.52.

27-Sylvie Goupil, « La constellation postmoderne. Décentrer les idées politiques pour penser le politique », dans *Ceci n'est pas une idée politique. Réflexion sur les approches à l'étude des idées politiques*, sous la direction de Dalie Giroux et Dimitrios Karmis, Presses de l'Université Laval, 2011.,p.408.

28-Spinoza, op.cit., p.52.

29-Ibid.

30-Ibid.

31-Yves Boisvert, *Le postmodernisme*, Québec, Boréal, 1995,p.67.

32-Thomas Séguin, *La politique postmoderne, Généalogie du contemporain*, p.94

33-Ibid.

34-Ibid.

35-Ibid., p.94

36-Ibid., 96

37-Ibid.

38-Ibid.

39-Ibid.

40-Ibid.,98

41-Ibid.,99.

42-Ibid.

43-Ibid., p.100.

44- Ibid.

45- Ibid.

46- Ibid.,101.

47- Ibid.

48-Michel Foucault, «Deux essais sur le sujet et le pouvoir», dans H. Dreyfus, P. Rabinow, Michel Foucault. *Un parcours philosophique*, Paris, Gallimard, 1992, p.298

49-Ibid.

50-Ibid.

51-Ibid.

52-Ibid.

53-Ibid.

54-Ibid.

55-Ibid.

56-Ibid.

57-Ibid.,p.299.

58-Ibid.

59-Ibid.

60-Ibid.,300.

61-Ibid.,301.

62-Michel Foucault, *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard,1971,p.19.

63-Michel Foucault (1992), op.cit.,p.301.

64-Michel Foucault(1971),op.cit.,p11.

65-Ibid.,20.

66-Michel Foucault(1992),op.cit., p.298.

67-Ibid.

68-Ibid.,309

69-Ibid.,313

70-F.Lyotard, op.cit., p.16.

71-Thomas Seguin, *Le postmodernisme, Une utopie moderne*, p.16

72-Ibid., p.6

73-J. Chevallier, op.cit., p.11

74-Michel Maffesoli, *Après la modernité*, Paris, CNRS Éditions,2008, p.321.

75-Sylvie Goupil ,op.cit., p.406.

76-Ibid.

77-Ibid.

78-Ibid.

Bibliographie

- Boisvert, Yves , Le postmodernisme, Québec, Boréal, 1995.
- Chevallier, Jacques , L'État post-moderne, Paris, L.G.D.J.,2004.
- Goupil ,Sylvie, « La constellation postmoderne. Décentrer les idées politiques pour penser le politique », dans Ceci n'est pas une idée politique. Réflexion sur les approches à l'étude des idées politiques, sous la direction de Dalie Giroux et Dimitrios Karmis, Presses de l'Université Laval, 2011.
- Foucault, Michel, «Deux essais sur le sujet et le pouvoir», dans H. Dreyfus, P. Rabinow, Michel Foucault. Un parcours philosophique , Paris, Gallimard, 1992.
- Foucault, Michel, L'ordre du discours, Paris, Gallimard,1971.
- Lyotard, J.F., Le postmoderne expliqué aux enfants, Paris, Galilée, 1988.
- Maffesoli ,Michel, Après la modernité, Paris, CNRS Éditions,2008.
- Petit ,Jean-François, Penser après les postmodernes , Paris , Buchet/ Chastel, 2005.
- Séguin, Thomas, La politique postmoderne, Généalogie du contemporain, Paris, L'Harmattan , 2012.
- Seguin, Thomas, Le postmodernisme, Une utopie moderne, L'Harmattan,2012.
- Spinoza, Éthique , Œuvres, III, traduction et notes par Charles Appuhn, Paris, GF Flammarion , 1965.